

ÉCOLE ÉMANCIPÉE - CAN SNES-FSU 18 et 19 janvier 2022 - 1

« Partout, en Europe, la haine, le racisme s'installent. C'est le symptôme de pays qui vont mal, économiquement et culturellement. Le conservatisme comme le fascisme naissent de la peur. La peur de l'avenir. L'autre est une menace, l'étranger un bouc émissaire. » Henning Mankell, 2010

De la torpeur... à la lutte d'ampleur !

En ce début d'année 2022, le monde est toujours marqué par des **crises**, tant climatiques que politiques ou institutionnelles. La situation dans de nombreux pays est inquiétante (Biélorussie, Pologne, Syrie...) et la diplomatie est à la traîne. Pire, on voit même que des enjeux économiques continuent, en pleine pandémie, à être prioritaires sur la démocratie, la santé (cf. levée des brevets sur les vaccins) ou les droits humains (cf. Brésil, Arabie Saoudite...).

Le **contexte socio-économique**, marqué par l'augmentation en Europe et en France du coût des fluides et des produits alimentaires, pèse sur la population. En Guadeloupe et Martinique, où la situation reste tendue, l'État ne semble pas comprendre qu'il paie des années de désengagement et d'incapacité d'adaptation aux spécificités insulaires. Celui-ci préfère se féliciter d'une consultation biaisée en Nouvelle-Calédonie. Les dérives néo-colonialistes à l'œuvre sont à dénoncer.

L'appel interprofessionnel du 27 janvier, dans la prolongation des mobilisations du 13 et 20, est important : une mobilisation public/privé sur la thématique des salaires est une question politique centrale qui s'articule à celle des moyens pour les services publics. Pour la réussir, le travail de communication doit être conséquent afin que la Fonction Publique, et notamment l'Éducation, soit visible dans les cortèges, notamment les AESH dont les revendications, préalables à l'interpro, sont à mettre en avant. La question de l'après doit être posée dès maintenant : la gestion de la pandémie, le manque structurel de moyens, les conditions de travail et d'apprentissage dégradées, etc., peuvent constituer des leviers de mobilisation et le cœur d'une plateforme de revendications, à porter dans le cadre de campagnes fédérales et intersyndicales dynamiques qui font le lien avec les luttes locales. L'absence de leur prise en compte rapide entraînera un appel à la mobilisation de la profession pour construire le rapport de force.

Suite au travail commun initié avec la tribune unitaire, il faut, sur les questions d'**extrême-droite**, aller plus loin dans la campagne en s'adressant plus particulièrement aux personnels de l'éducation pour deux raisons : en tant qu'électeurs/trices et citoyen/nes, adhérent·es à un syndicat de transformation sociale, mais aussi en tant que professionnel·les en charge des jeunes. Il s'agit aussi de poursuivre le travail en direction des candidat·es de gauche pour porter la nécessaire **articulation entre justice sociale et enjeux écologiques**, qui pose entre autres la question de la place des services publics et de la nécessité de recruter et de former des personnels sous statut.

Dans **l'éducation**, la stratégie du choc se poursuit : les collègues voient leurs missions et/ou leurs conditions de travail modifiées, en ayant le sentiment parfois de ne pas peser sur les réformes. Il faut donc hiérarchiser ou prioriser les angles d'attaque parmi tous ceux qui existent. Le sondage mis en place par le SNES-FSU avait en partie cette vocation mais il est regrettable que celui-ci conduise à focaliser surtout sur les revendications des enseignant·es et moins sur celles **des AED et des AESH**, alors que nous disons régulièrement qu'il faut s'adresser spécifiquement à ces catégories précaires (enjeux de mobilisation et de syndicalisation).

Les **questions sanitaires** occupent à nouveau beaucoup les collègues depuis décembre, le protocole n'ayant pas été adapté et le nombre de cas explosant depuis janvier. Cela les a conduit à se mobiliser massivement le 13 janvier mais leurs revendications vont au-delà des questions sanitaires : rejet de Blanquer et de son mépris, contre-réformes (notamment au lycée), besoin de moyens supplémentaires, salaires...

Du côté du **métier**, le bilan social de l'enseignement scolaire peut servir à montrer que ce que nous portons est fondé : le salaire net mensuel moyen en 2019 est de 2550€ pour les enseignant·es du secteur public et les absences ne représentent que 6,3 jours par agent et par an. La **rentrée**, avec 440 emplois supprimés, se fera encore de manière dégradée. Là encore, ces chiffres doivent nous permettre de mener une campagne d'opinion sur la volonté de Blanquer, jusqu'au bout de son quinquennat, de dégrader le service public d'éducation tout en maintenant ses efforts de communication en direction de personnels (cf. Colibris, Préau...) afin de faire croire à des pseudo revalorisations ou aides. L'augmentation du nombre de démissions de collègues doit nous questionner : qui sont ces collègues ? Pourquoi quittent-ils l'éducation ?

ÉCOLE ÉMANCIPÉE - CAN SNES-FSU 18 et 19 janvier 2022 - 2

« Partout, en Europe, la haine, le racisme s'installent. C'est le symptôme de pays qui vont mal, économiquement et culturellement. Le conservatisme comme le fascisme naissent de la peur. La peur de l'avenir. L'autre est une menace, l'étranger un bouc émissaire. » Henning Mankell, 2010

Le communiqué de presse inter-syndical sur le Bac Blanquer sorti en décembre rappelle clairement nos revendications mais il doit désormais être suivi de propositions de résistance ou d'action. Il pose aussi la question du **lycée alternatif** que l'on souhaite et sur lequel nous devons communiquer afin de mettre une contre-proposition (à construire avec différents partenaires) dans le champ médiatique. Ainsi, partant de la note de la DEPP, il faut dénoncer que l'absence des maths dans le tronc commun, comme l'impossibilité de prendre plusieurs langues en Spécialité, renforcent des hiérarchies voire un certain élitisme entre certaines disciplines. Loin de balayer les inégalités sociales et genrées, les derniers chiffres de l'éducation nationale montrent que ce nouveau bac les accentue (EDS de maths physique choisi par les catégories les plus favorisées et les garçons). Concernant les épreuves de spécialité, en plus de l'opposition à un passage des épreuves en mars, il faut annoncer un appel à la grève de surveillance les 14 et 15 mars pour en exiger leur report.

Les questions autour de la **Protection Sociale Complémentaire** (PSC) doivent être l'occasion d'une réflexion et d'une communication autour de la Sécurité Sociale et de la mutualité.

Quant à l'examen de **la loi 3DS** (différenciation, décentralisation, déconcentration), il doit servir à la fois à soutenir les infirmiers/ères scolaires dans leur lutte contre leur transfert mais aussi à dénoncer, par des données chiffrées, l'état de la santé scolaire, tant pour les élèves que pour les personnels (absence de médecins de prévention, pas de médecine du travail, infirmières scolaires en nombre insuffisant...). Le passage des ajoint·es gestionnaires sous l'autorité des collectivités territoriales doit aussi être contesté car la double autorité qu'il instaure complexifie les missions des personnels et est un pas supplémentaire vers la décentralisation de l'éducation nationale.

Les **discriminations** à l'encontre des personnels LGBT, encore récemment révélées par des témoignages dans *Mediapart*, doivent nous rappeler l'absolue nécessité de travailler ces questions.

Le mouvement de transformation sociale se trouve donc confronté à une situation compliquée et préoccupante et la gauche, dans son ensemble, est en panne de discours et de perspectives. A l'issue des élections, le mouvement social sera confronté à de nouvelles offensives contre les droits et les libertés (en commençant par les retraites ?). Dans ce contexte, la question de la stratégie syndicale pour les prochaines **élections professionnelles** doit d'ores-et-déjà se poser. Pour nous, un travail avec CGT et Solidaires doit donc démarrer afin de ne pas nous retrouver en concurrence avec des syndicats dont on partage souvent les combats. La profession n'a pas besoin de plus de divisions inutiles dans une période où les discours de droite et d'extrême-droite doivent nous inquiéter et à l'heure d'une autre crise, celle du militantisme syndical, que nous devons enrayer en osant transformer nos outils et pratiques militants.

SERVICES PUBLICS : CE QUE LA CRISE A RÉVÉLÉ

Si des enquêtes d'opinion montraient, avant la crise de COVID19, l'attachement des Français·es aux services publics, celle-ci ne l'a pas démenti, au contraire.

Cependant, c'est avec la crise sanitaire que plusieurs éléments négatifs ont été mis en lumière, principalement le manque de financement (et la question des salaires qui lui est liée) et le nouveau management public (qui fonctionne de pair et de manière brutale avec le néolibéralisme). Que ce soit à l'hôpital ou à l'école, ou dans d'autres services publics encore, la crise a montré les conséquences de la politique budgétaire de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux (cf. RGPP de Sarkozy). Ainsi, le discours favorable aux services publics du gouvernement actuel est insupportable, alors que celui-ci ne remet pas fondamentalement en cause les politiques qui les détruisent depuis des années.

Or, les services publics sont nécessaires à la cohésion sociale et à l'égalité entre les territoires. Ils sont un investissement pour le pays pour faire face aux crises qui, du fait des bouleversements climatiques, risquent fort de se multiplier à l'avenir. C'est pourquoi il faut dénoncer les orientations que voudrait faire prendre la Cour des comptes à l'École (pour mettre Macron face à ses contradictions) et s'appuyer sur des travaux comme le rapport du Sénat *Mieux organiser la Nation en temps de crise* (2021), qui conclut que « l'architecture territoriale de l'État [est] solide, mais perfectible », pour montrer que nous avons besoin de plus de services publics de qualité. Tout cela questionne le rapport État-territoires mais il ne faut pas laisser ce débat aux seul·es politiques. C'est le sens, par exemple, du travail du Collectif Nos Services Publics mais, en cette année électorale, le sujet doit arriver dans l'arène médiatique et ne doit pas être le souci de quelques agent·es seulement.

Au plan syndical, il faut également penser comment créer des collectifs de services publics qui soient des collectifs de luttes pour refaire vivre l'engagement que représente le fait d'être « au service des autres » (le faire société, le vivre ensemble...), auprès des agent·es et des usagers/ères, car les attaques dans l'éducation nationale sont évidemment communes aux autres services publics.